

**GROUPE DE TRAVAIL DU CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME DE
L'ONUSIDA**

SEGMENT THÉMATIQUE :

Pérenniser les acquis de la riposte mondiale au VIH à l'horizon 2030 et au-delà

RESUME : DEUXIEME REUNION DU GROUPE DE TRAVAIL

DATE : jeudi 21 mars 2024

ORDRE DU JOUR DE LA RÉUNION

- Bienvenue et introduction
- Présentation et discussion du projet de la note d'information intitulée "**Pérenniser les acquis de la riposte mondiale au VIH à l'horizon 2030 et au-delà**"
- Présentation et discussion du projet d'ordre du jour du segment thématique
- Prochaines étapes

.....

RÉSUMÉ

1. Bienvenue et introduction

M. Morten Ussing, Directeur de la gouvernance, Secrétariat de l'ONUSIDA, a accueilli le groupe de travail du CCP à sa deuxième réunion pour la préparation du segment thématique du 54^e CCP (27 juin 2024) sur la *pérennisation des acquis de la riposte mondiale au VIH à l'horizon 2030 et au-delà*.

Le Secrétariat a rappelé au groupe de travail l'ordre du jour de la réunion, en commençant par une discussion sur le premier projet complet de la note d'information pour obtenir les réactions du groupe de travail. Ensuite, le groupe de travail discuterait de l'ordre du jour de la journée thématique, où toutes les idées sur les orateurs, la restructuration des panels et l'affinement des thèmes seraient les bienvenues.

M. Ussing a rappelé que le groupe de travail, reflétant un sous-ensemble des membres du CCP, a été établi pour créer une appropriation par les parties prenantes du CCP de l'élaboration de la note d'information et des discussions pour le segment thématique du CCP. Le segment thématique était un événement d'une journée inscrit à l'ordre du jour du CCP et permettait une discussion approfondie sur un domaine programmatique spécifique de la riposte au sida. Les membres du groupe de travail jouaient un rôle important dans l'élaboration de la journée et de la documentation qui l'accompagne.

M. Ussing a souligné qu'il serait possible d'envoyer des commentaires par écrit après la réunion, jusqu'à la fermeture des bureaux, le 28 mars 2024.

2. Présentation du projet de la note d'information pour le segment thématique

Jaime Atienza Azcona, directeur du financement équitable au secrétariat de l'ONUSIDA, a présenté le premier projet complet de la note d'information. Il a commencé par rappeler deux rapports importants que l'ONUSIDA avait récemment publiés et qui mettaient en évidence la situation critique dans laquelle nous nous trouvons. Le rapport "La voie pour mettre fin au sida" met l'accent sur les trajectoires réussies de certains pays et le rapport "En danger" souligne les menaces qui pèsent sur la riposte au VIH pour atteindre les objectifs de 2025 et 2030. Il a expliqué que ces menaces étaient la raison pour laquelle il était nécessaire d'évaluer la prochaine étape de la riposte et de penser à long terme à la durabilité pour introduire les transformations nécessaires dans la riposte au VIH.

M. Atienza a souligné que le leadership national serait essentiel pour mettre chaque pays sur la bonne voie pour l'avenir, mais qu'une réflexion plus large sur ce qui se passera après 2030 était nécessaire. À moins qu'un vaccin ou un remède ne soit trouvé, il y aura une grande population de personnes vivant avec le VIH après 2030 et la trajectoire de l'épidémie sera différente. En attendant, M. Atienza a fait remarquer que l'objectif 2030 de "mettre fin au sida" exigeait que les objectifs 95-95-95 soient atteints d'ici 2025 et maintenus jusqu'en 2030 et au-delà. Les objectifs 10-10-10 sur l'environnement politique et les droits de l'homme, et les objectifs 30-80-60 sur la fourniture de services communautaires sont essentiels à cette fin.

Malgré les progrès réalisés, le traitement, les soins et le soutien en matière de VIH restent inégaux au niveau mondial, a souligné M. Atienza, et de nombreuses populations clés et vulnérables restent exposées au risque d'infection au VIH. La prévention du VIH n'a pas été suffisamment intégrée dans la riposte et reste sous-financée. Les nouvelles infections par le VIH et la mortalité liée au sida restent à un niveau inacceptable.

M. Atienza a noté que de multiples crises consécutives menaçaient la riposte au VIH au niveau mondial et dans les pays, et que de nombreux facteurs empêchaient la revitalisation des investissements nationaux. Parmi ces facteurs figurent l'augmentation des prix des produits de base, les changements dans le multilatéralisme, les crises de la dette, la pauvreté, les nouveaux conflits et les crises humanitaires, le recul des droits de l'homme (y compris les droits liés à l'égalité des sexes, à l'orientation sexuelle et à l'identité de genre) et l'aggravation des effets du changement climatique.

M. Atienza a ensuite replacé dans leur contexte les menaces politiques, économiques, sanitaires et environnementales qui pèsent sur la durabilité. Bien qu'il existe un large accord politique sur la lutte contre le VIH, l'engagement et l'intensité varient, y compris l'inversion des acquis. De nouvelles approches sont nécessaires pour garantir une programmation rentable et efficace, fondée sur les droits de l'homme et l'égalité des sexes, y compris le renforcement des systèmes sanitaires et communautaires. Les innovations émergentes pourraient potentiellement améliorer les possibilités de financement et l'allocation des ressources, et les retours économiques sur l'investissement dans la riposte au VIH ont été estimés à plus de 6,5 fois le coût. Le leadership et l'investissement des pays sont restés au cœur de la riposte au VIH, en s'appuyant sur les quatre dernières décennies.

En outre, les inégalités continuent d'être à l'origine du risque de VIH, de la vulnérabilité et des variations dans l'accès et l'efficacité des traitements, des soins et de l'appui, a souligné le Secrétariat. Il est nécessaire d'établir des priorités, tout comme la protection sociale, la législation et les réponses connexes.

Après cette mise en contexte, la présentation a permis d'approfondir les différents chapitres de la note d'information. M. Atienza a expliqué que la note commencerait par une introduction soulignant l'historique des gains, les défis et les priorités de la riposte au VIH. Cette partie sera suivie d'une série de définitions opérationnelles de la durabilité, y compris les définitions utilisées par le Fonds mondial, le PEPFAR, une définition opérationnelle de l'ONUSIDA et d'autres définitions.

La partie suivante se concentrera sur les progrès de la réponse au VIH, mettant en évidence les progrès considérables mais inégaux vers les objectifs 95-95-95. Ce chapitre met l'accent sur les préoccupations relatives à la résistance aux médicaments, à l'état avancé du VIH et à l'intégration du traitement de la tuberculose. L'insuffisance des progrès vers les objectifs 10-10-10 et 30-80-60 (et l'inversion de certains progrès, et le recul des droits) serait soulignée ici, de même que les nouvelles infections annuelles par le VIH, qui dépassent de loin les niveaux visés, et les stratégies nécessaires pour revigorer et accélérer la prévention du VIH. En outre, il serait essentiel de souligner que les populations clés, les filles et les jeunes femmes restent les plus vulnérables aux nouvelles infections par le VIH et qu'il subsiste des lacunes dans les données relatives aux populations clés au niveau national, notamment en ce qui concerne la prévention et le traitement du VIH.

En outre, la note d'information mettrait en évidence la manière dont les résultats en matière de VIH ont été renforcés par l'intégration du VIH et d'autres services de santé, y compris les programmes de soins de santé primaires et de soins de santé primaires universels, et la manière dont les vaccins contre le VIH et la tuberculose et un traitement curatif continuent d'être prometteurs, mais les délais pour des technologies viables restent incertains, tandis que la stigmatisation et la discrimination sont omniprésentes et continuent d'entraver les progrès de la riposte au VIH.

En ce qui concerne les urgences humanitaires complexes et les pandémies émergentes, le Secrétariat a noté que les urgences humanitaires augmentaient la fragilité, perturbaient les systèmes et les structures de lutte contre le VIH et affectaient surtout les personnes vivant avec le VIH, les populations clés et les populations vulnérables. Les conflits armés et leurs conséquences, les nouveaux agents pathogènes potentiels et le changement climatique sont autant de sujets de préoccupation. Cependant, la résilience et certaines innovations dans la riposte au VIH ont été identifiées lors de la pandémie COVID-19.

En ce qui concerne le financement de la lutte contre le VIH, M. Atienza a déclaré que le fossé financier se creusait : 20,8 milliards de dollars étaient disponibles en 2022 pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, et 29,3 milliards de dollars seraient nécessaires en 2025. Il a également souligné que si les pays fournissaient les infrastructures et les systèmes, les engagements de ressources nationales pour le VIH n'augmentaient que lentement. M. Atienza a également expliqué que la durabilité de la riposte au VIH n'impliquait pas nécessairement que les donateurs quittent un pays.

Le Secrétariat a également noté que les investissements dans la prévention du VIH étaient insuffisants, que les instruments financiers innovants et la mobilisation du secteur privé

pouvaient être insuffisants pour répondre aux besoins des pays à faible revenu, et qu'un investissement soutenu dans des stratégies efficaces était nécessaire.

M. Atienza a mis l'accent sur certaines leçons importantes tirées de l'expérience :

- Approches centrées sur les personnes, multisectorielles et peu coûteuses avec des résultats efficaces.
- Les approches décentralisées ont permis d'apporter une réponse ciblée et de recueillir des données.
- Déséquilibre entre les priorités de financement externes et les conditions locales, et entre la prévention et le traitement du VIH.
- Les défis comprennent l'intégration des services, la priorisation des populations clés et vulnérables et l'intégration des réponses de la communauté et de la société civile, ce qui pose des problèmes de durabilité.
- Progrès notables vers l'élimination de la transmission verticale du VIH, de la syphilis et de l'hépatite B, mais des obstacles subsistent.
- Nécessité de dynamiser et d'harmoniser la recherche biomédicale et en sciences sociales, les réponses médicales et socio-comportementales pour assurer la durabilité.

Le Secrétariat a souligné qu'un appel à la soumission d'études de cas avait été diffusé. Plus précisément, l'ONUSIDA recherchait des détails sur les points suivants :

1. Approches de la planification de la durabilité pour un impact durable :

- Dimensions politiques et financières
- Dimensions épidémiologiques et programmatiques
- Leadership communautaire et dimensions des droits
- Innovations, science et financement

2. Des leçons tirées du passé et du présent pour explorer les possibilités de maintenir l'impact à l'horizon 2030 et au-delà, y compris :

- Des réponses centrées sur les personnes
- Considérations sur la multisectorialité
- Politiques et environnements favorables
- Innovations

3. Intégration de la riposte au VIH dans les soins de santé primaires et dans la couverture sanitaire universelle ainsi que dans la prévention, la préparation et la réponse aux pandémies (PPPR), ainsi que dans d'autres aspects de la convergence/intégration.

La quatrième et dernière section de la note d'information présente une vision d'une riposte durable au VIH et une vue d'ensemble des mesures nécessaires pour relever le défi de la durabilité, en guise d'introduction aux sections suivantes.

1) Il s'agit notamment de

1. Un nouveau cadre de durabilité
2. Systèmes de santé et communautaires et santé publique universelle
3. Préparation

4. Un leadership durable
5. Financement durable

2) Implications pour le développement durable

Concepts clés, progrès et priorités en matière de durabilité

3) Dialogue, planification et changement en matière de durabilité

Environnement favorable à la durabilité, partenariats et feuilles de route.

Enfin, M. Atienza a indiqué que la note d'information se terminerait par des réflexions sur le dialogue, la planification et le changement en matière de durabilité, ainsi que par des recommandations suggérées, en particulier pour les réponses locales visant à assurer la durabilité.

3. Discussion sur le premier projet

Le groupe de travail du CCP a accueilli favorablement le projet de note d'information. Les commentaires spécifiques sont les suivants :

États membres :

- Ont remercié le Secrétariat pour son projet de note d'information très complet.
- Ont souligné la nécessité de convaincre non seulement les dirigeants nationaux, mais aussi les donateurs, d'adhérer à l'idée de concentrer les investissements en début de période afin d'en tirer des bénéfices à l'avenir.
- Ont recommandé de reconnaître que le financement au niveau national est régi par les processus de gestion des finances publiques et qu'il fait partie d'un écosystème complexe soumis à des pressions non seulement pour le VIH mais aussi pour d'autres besoins. Ont souligné le rôle des Trésors publics qui supervisent les processus de gestion financière dans chaque pays.
- Ont souligné l'importance des adolescentes et des jeunes femmes dans la lutte contre le sida, en particulier lorsque 77 % des pays qui ont le moins de moyens pour financer leur riposte au VIH enregistrent de nouvelles infections dans cette population, ce qui se traduit également par des coûts annuels supplémentaires plus élevés pour le traitement.
- Ont suggéré d'expliquer clairement en quoi la durabilité n'est pas synonyme de départ des donateurs d'un pays.
- En ce qui concerne les femmes et les jeunes filles, ont mis en évidence une nouvelle étude réalisée en France qui montre que davantage d'outils de prévention sont utilisés. Il est suggéré d'ajouter un paragraphe ou une étude de cas sur les programmes communautaires novateurs en prévention combinée.
- Ont mis l'accent sur les enseignements tirés des produits de prévention à faible coût et sur l'importance de la sécurité des produits, en particulier en Afrique de l'Est et en Afrique australe.
- Mise en évidence de la question du vieillissement avec le VIH, à inclure dans la note d'information.

Coparrainants :

- Ont recommandé de clarifier les nuances entre la durabilité visant à "mettre fin au sida en tant que menace pour la santé publique d'ici 2030" et visant à "mettre en place une riposte résiliente jusqu'en 2023 et au-delà".
- Ont suggéré de se mettre d'accord sur la manière dont les différentes définitions de la durabilité sont liées et interagissent les unes avec les autres et ont demandé s'il convient de proposer une fusion des définitions.
- Se sont félicités que l'on aille au-delà de la convergence avec les soins de santé primaires (SSP) et la couverture sanitaire universelle (CSU), en tenant compte des polycrises et des questions multisectorielles.
- Ont recommandé d'utiliser des graphiques, en particulier pour expliquer les raisons de l'efficacité des ripostes au VIH menées par les communautés.
- Ont mentionné qu'un document d'une page ou un résumé pourrait être utile.

Délégation des ONG du CCP :

- Se sont associés aux remerciements pour la note d'information détaillée.
- Se sont félicités de la manière dont les objectifs 10-10-10 ont été positionnés dans la note d'information, mais ont suggéré que le contenu relatif aux droits de l'homme et à l'égalité entre les hommes et les femmes pourrait faire l'objet d'une section distincte.
- Ont souligné que la suppression des obstacles juridiques et la promotion des droits de l'homme n'étaient pas négociables dans le cadre de la lutte contre le VIH.
- Ont souligné la nécessité de reconnaître l'existence de forts mouvements d'opposition à certaines de ces dimensions, qui constituent un obstacle à la durabilité.
- Ont recommandé que la partie relative aux réponses des communautés devienne également une section autonome dans la note d'information.

Autres partenaires :

- Ont souligné l'importance de la prévention polyvalente et la nécessité de mentionner la santé sexuelle dans la note d'information.
- Ont souligné la nécessité d'intégrer les services de santé sexuelle et reproductive et de lutte contre les infections sexuellement transmissibles (IST) afin de maintenir des services axés sur les personnes et d'améliorer les résultats en matière de VIH et de santé sexuelle et reproductive.

En réponse aux commentaires et observations formulés, le Secrétariat a remercié le groupe de travail pour ses suggestions utiles.

M. Atienza a souligné la nécessité de mettre en évidence une définition de la durabilité qui tienne compte des débats plus larges liés au monde de l'après-2030, en particulier en l'absence d'un vaccin ou d'un remède contre le VIH. Il a indiqué qu'à l'heure actuelle, l'ONUSIDA, avec de nombreux partenaires, avait élaboré une définition actualisée de la durabilité en s'appuyant sur les définitions précédentes et qu'il existait de nombreuses façons d'envisager la durabilité, certaines étant sectorielles, d'autres axées uniquement sur le VIH, et d'autres encore sur diverses maladies.

Le Secrétariat a précisé que les retombées et les incitations à investir dans la lutte contre le VIH ne concernent pas seulement les gouvernements, mais aussi les acteurs internationaux. Le monde avait encore besoin d'un financement national accru et d'une responsabilité partagée et

d'une solidarité mondiale continues. M. Atienza a confirmé que le VIH ne faisait effectivement pas partie d'un système indépendant de gestion des finances publiques et qu'il devait trouver un écho auprès des trésors, des ministères des finances et des personnes chargées de l'allocation des ressources, ainsi qu'auprès des parlementaires et des commissions budgétisées. Il a également convenu que la partie sur les adolescentes et les jeunes femmes serait renforcée dans la note d'information et a rappelé que toute suggestion écrite pourrait être utile.

M. Atienza a souligné que la durabilité n'était pas synonyme de retrait des donateurs, mais plutôt d'une nouvelle approche et d'une réflexion à plus long terme à la lumière de l'évolution de l'épidémie de VIH et des changements et défis financiers, sanitaires et multisectoriels. Au-delà de 2030, en l'absence de vaccin et de remède, des investissements nationaux, une responsabilité partagée et une solidarité mondiale seront toujours nécessaires pour la riposte au VIH, qui devrait être transformée d'ici là.

M. Atienza a convenu de la nécessité de mettre en évidence l'intégration du VIH et de la santé sexuelle et reproductive et a mentionné la nécessité d'une approche plus approfondie de l'intégration impliquant plusieurs maladies, les systèmes de soins de santé primaires et d'autres dimensions de la santé publique universelle. Il a déclaré que le recul des droits de l'homme et de l'égalité entre les hommes et les femmes était présent dans le document, mais qu'il y avait des moyens de le mettre davantage en évidence. La sécurité des produits de base serait également renforcée en mettant l'accent sur les systèmes d'approvisionnement.

Le Secrétariat a accueilli favorablement l'idée d'un graphique pour illustrer différents points, et a encouragé le groupe de travail à partager d'autres commentaires avec des détails concrets par écrit, ainsi que des rapports de recherche et des études de cas avant la date limite.

4. Présentation de l'ordre du jour zéro pour le segment thématique

Charles Birungi, conseiller en politique macroéconomique et fiscale au Secrétariat de l'ONUSIDA, a présenté le projet d'ordre du jour du segment thématique.

M. Birungi a souligné que le segment thématique donnerait l'occasion au CCP de discuter de la durabilité, y compris de la raison d'être, de l'urgence, des défis, des opportunités et des éléments clés de la planification de la durabilité, y compris des priorités et des processus immédiats, à court, moyen et long terme. En particulier, le segment thématique se concentrerait sur les questions suivantes :

1. Considérations relatives aux innovations et à l'accélération de la mise en place des fondements nécessaires à la durabilité de la riposte au VIH aujourd'hui, d'ici à 2030 et au-delà.
2. Considérations sur les leçons du passé et du présent pour explorer les possibilités de maintenir l'impact à l'horizon 2030 et au-delà.
3. Recommandations d'actions garantissant que l'environnement favorable, les partenariats, les réponses et les feuilles de route sont décrits aux niveaux national, régional et mondial.

Il a suggéré que le segment thématique consisterait en trois tables rondes avec une session d'ouverture et de clôture. La séance d'ouverture consistera en la présentation du modérateur - éventuellement un membre du Secrétariat de l'ONUSIDA - et de trois discours d'ouverture visant à fournir une vision stratégique globale des objectifs de la session. Ces discours seront prononcés par la directrice exécutive de l'ONUSIDA, un représentant d'un État membre au niveau présidentiel ou ministériel et un représentant de la société civile. Ils seront suivis d'une

session qui fournira les principaux points saillants et les questions clés de la note d'information du segment thématique, présentée par deux ou trois membres du Programme commun.

M. Birungi a ensuite décrit les tables rondes. La première se concentrera sur le contexte et l'urgence de la planification et de la réponse durables, la deuxième sur les leçons et les opportunités de durabilité, et la dernière table ronde mettra en lumière une vision pour une réponse durable au VIH. La séance de clôture résumera et conclura les discussions, et mettra en évidence les principales recommandations. Un certain nombre d'intervenants ont été suggérés dans le projet d'ordre du jour, et certains créneaux ont été laissés libres pour que le groupe de travail puisse faire d'autres propositions.

Le Secrétariat a accueilli favorablement les suggestions d'orateurs pour chaque panel en vue d'une discussion plus approfondie lors de la prochaine réunion du groupe de travail et a noté la nécessité d'un équilibre géographique et de genre pour les orateurs de chaque table ronde.

5. Discussion sur l'ordre du jour zéro

Le groupe de travail du CCP a accueilli favorablement le projet d'ordre du jour. Les commentaires spécifiques suivants ont été formulés :

États membres :

- S'agissant de la deuxième table ronde, il a été suggéré qu'un membre de l'équipe de l'OMS chargée des maladies transmissibles en Europe soit utile pour donner des exemples de systèmes de santé résilients pour les maladies transmissibles, en particulier le VIH.

Délégation des ONG du CCP :

- Ont félicité des créneaux réservés aux orateurs de la société civile.
- Ont indiqué que la priorité serait donnée aux questions à soulever.

Coparrainants :

- Ont proposé que le programme Cash+ pour les adolescents soit mis en évidence dans l'un des panels, et que les soins de santé primaires fassent référence à une évaluation récente qui pourrait mettre en évidence les leçons tirées de l'expérience.

En réponse aux commentaires et observations formulés, le Secrétariat a remercié le groupe de travail pour ses excellentes suggestions.

M. Birungi a indiqué que depuis la première réunion du groupe de travail, l'ordre du jour a été élargi pour aller au-delà de la durabilité financière. Il a ajouté que les différentes évaluations mentionnées seront examinées. Enfin, il a réitéré que l'ordre du jour tenterait d'apporter autant d'exemples concrets du monde réel que possible et que les membres du groupe de travail étaient invités à envoyer d'autres idées d'intervenants.

6. Prochaines étapes

M. Ussing a remercié les membres du groupe de travail pour les discussions très riches qui ont eu lieu au cours de la réunion et les a encouragés à envoyer des contributions écrites sur la note

d'information, le projet d'ordre du jour et les orateurs avant la fin de journée du 28 mars 2024. Il a encouragé les membres du groupe de travail à envoyer les noms des intervenants dès que possible, car le Secrétariat doit faciliter l'organisation des voyages, ce qui prend du temps. L'ambition est d'avoir tous les orateurs présents dans la salle pour le segment thématique, bien que le CCP ait évidemment approuvé la modalité de participation virtuelle comme option de repli.

M. Ussing a également encouragé les membres du groupe de travail à envoyer des études de cas. Une série d'études de cas serait utilisée pour illustrer les éléments clés de la note de synthèse. M. Ussing a rappelé que toutes les études de cas seraient compilées dans un document de séance qui accompagnerait la note de synthèse. Enfin, il a remercié le groupe de travail pour le temps qu'il a consacré à cette tâche et pour son excellente contribution, et il a clos la réunion.